



global witness

Un nouveau rapport révèle le rôle de l'Europe dans le financement de la guerre en République centrafricaine

Des mesures doivent être prises de toute urgence pour rompre les liens commerciaux et d'aide avec les entreprises forestières qui ont versé des millions d'euros à des milices coupables de massacres et de crimes de guerre

L'Europe a joué un rôle significatif dans le financement du conflit en République centrafricaine (RCA), qui a fait plus de 5 000 morts et a déplacé plus d'un million de personnes, révèle un nouveau rapport de Global Witness. (1)

En 2013, la rébellion de la Seleka s'est emparée du pouvoir en RCA à l'issue d'un coup d'État sanglant. Elle a ensuite envoyé ses soldats dans les forêts du pays pour se financer. Ses responsables ont alors conclu des accords financiers avec trois entreprises forestières d'origine française, libanaise et chinoise, qui ont contribué à financer une campagne de violences contre la population centrafricaine. Depuis le départ de la Seleka du pouvoir en 2014, les forêts de la RCA sont sous le contrôle d'autres groupes armés, les anti-balaka. Les exploitants forestiers continuent de verser de l'argent de manière routinière à ces derniers.

Le rapport de Global Witness, intitulé « Bois de sang, comment l'Europe a aidé à financer la guerre dans la République centrafricaine », rend compte dans le détail de la complicité de l'Europe à trois niveaux :

- **Échanges commerciaux** : Des entreprises européennes ont acheté du bois à des sociétés forestières de la RCA, qui ont payé en 2013 plus de **3,4 millions d'euros** aux rebelles pour continuer d'exploiter les forêts en toute illégalité, à grande échelle et pour des bénéfices considérables. (2) Global Witness a identifié deux négociants qui ont joué un rôle clé: Johann D. Voss, société allemande, (3) et Tropica-Bois, société immatriculée en France. (4)
- **Importations illégales** : L'Europe est la première destination du bois de RCA, ce qui signifie que les États membres de l'UE n'ont pas respecté la loi conçue pour empêcher le bois illégal d'être vendu sur les marchés européens. Les chiffres officiels de la RCA montrent que 59 % des exportations de bois du pays partent vers l'Europe, essentiellement en Allemagne (32 % du total des exportations), en France (20 %) et au Royaume-Uni (5 %). (5)
- **Aide des bailleurs de fonds** : La France a consacré des millions d'euros, de son aide publique au développement, aux entreprises forestières de la RCA, en pensant à tort que l'industrie forestière centrafricaine contribuait au développement local. (6) Par ailleurs, l'UE a conclu un accord commercial avec la RCA qui confère à l'industrie forestière de cette dernière des avantages supplémentaires.

Global Witness appelle les États membres de l'UE à rompre tous les liens commerciaux et d'aide avec le secteur forestier de la RCA, qui reste une source d'instabilité, alors que le pays peine à rétablir la paix.

« Le conflit brutal en République centrafricaine a été maintenu en vie grâce aux financements européens », a déclaré Alexandra Parda, responsable de campagne à Global Witness. « Nos enquêtes ont montré que les entreprises forestières qui exportent illégalement vers l'Europe ont versé des millions d'euros aux rebelles coupables de massacres, d'enlèvements, de viols et du recrutement forcé d'enfants soldats. Ces entreprises devraient être traduites devant les tribunaux pour leur complicité dans les crimes de guerre commis. »

Les entreprises forestières concernées – IFB d'origine française, SEFCA, du Liban, et Vicwood, de Chine – contrôlent en RCA une zone de forêts couvrant plus de 200 fois la superficie de Paris. Ensemble, elles sont responsables de 99 % des exportations de bois du pays. (7) Les enquêtes de Global Witness révèlent que ces trois entreprises ont fait des paiements réguliers à la Seleka – sous forme de pots-de-vin, pour franchir des barrages routiers, obtenir une escorte armée et faire protéger leurs sites d'exploitation, dont près de 381 000 euros remis en une fois par la SEFCA au gouvernement Seleka. (8) Vu l'ampleur de ces paiements, tout le bois centrafricain vendu d'avril 2013 à janvier 2014 devrait être considéré comme du « bois du conflit », car il a contribué à financer des crimes de guerre.

La Seleka a été chassée du pouvoir en 2014 et un gouvernement de transition lui a succédé, mais des bandes armées continuent de contrôler le pays, tuant, pillant et terrorisant les populations. Le rapport « Bois de sang, comment l'Europe a aidé à financer la guerre dans la République centrafricaine » montre aussi que les entreprises forestières ont effectué des paiements aux groupes anti-balaka qui ont succédé à la Seleka dans le Sud-Ouest forestier, les aidant ainsi à maintenir leur présence dans la région. En outre, pendant tout le conflit, IFB, SEFCA et Vicwood ont enfreint les lois qui régissent le secteur forestier.

Ce mépris des lois n'a guère découragé les acteurs du commerce international du bois. Pendant le conflit, le bois est devenu le numéro un des exportations de la RCA, place jusque-là occupée par les diamants. Il est arrivé en masse en Europe, au mépris de la législation européenne justement conçue pour lutter contre le commerce de bois illégal – le Règlement Bois de l'UE (RBUE). Le plus gros négociant du bois de RCA, Tropica-Bois, immatriculé en France, a enregistré des bénéfices record en 2013, en hausse de 247 % par rapport à 2010. Interrogée par Global Witness lors d'un entretien *undercover*, une employée de Tropica-Bois ne s'est pas montrée très préoccupée par la question des échanges commerciaux en temps de guerre.

« C'est l'Afrique. [La guerre] est tellement habituelle qu'on ne fait plus tellement attention... C'est pas une guerre où ils s'en prennent aux blancs. C'est pas une guerre où vous ne pouvez pas y aller », a-t-elle déclaré, ne sachant pas qu'elle était filmée.

Auparavant, l'Agence française de développement (AFD) a versé des millions d'euros aux exploitants forestiers de la RCA, dont 1,4 million d'euros à SEFCA pour élaborer un plan d'aménagement forestier exigé par la loi mais que la société n'a pas respecté. Les bailleurs de fonds mettent souvent en avant le rôle que joue le secteur bois dans l'économie de la RCA – il représente aujourd'hui 2 717 emplois et est censé rapporter des millions d'euros à l'État sous forme de taxes. Mais comme le révèle le rapport « Bois de sang, comment l'Europe a aidé à financer la guerre dans la République centrafricaine », ces apports sont loin de compenser le rôle néfaste que joue le secteur en alimentant la corruption, le non-respect des lois et la guerre.

« La République centrafricaine continue d'avoir du mal à rétablir la paix, mais de nombreuses entreprises européennes font comme si de rien n'était », a affirmé Alexandra Pardal de Global Witness. « Il est tragiquement ironique de constater que, alors que les gouvernements européens ont investi des centaines de millions d'euros dans des opérations militaires et de maintien de la paix en RCA, ils n'ont pas réussi à garder le bois du conflit en dehors des marchés de l'UE. Tant que l'Europe continuera de soutenir l'industrie forestière de la RCA, les consommateurs de l'UE seront susceptibles d'alimenter involontairement un conflit que leurs propres armées étaient censées stopper. »

/FIN

Merci de prendre contact avec Global Witness pour obtenir cette investigation, des documents complémentaires cités dans le rapport, des preuves photographiques, et des entretiens.

Alice Harrison, +44 (0)7841 338792, aharrison@globalwitness.org

Notes aux équipes de rédactions:

- 1) La Commission d'enquête de l'ONU « ces estimations ne rendent pas compte de l'ampleur réelle des tueries qui ont eu lieu. »
- 2) Cela comprend des paiements estimés à 1 200 000 EUR pour franchir des barrages routiers et à 1 770 000 EUR pour bénéficier de services de « protection » en 2013.
- 3) Il semblerait que l'entreprise ait cessé ses activités le 1er avril 2015, d'après le Registre du commerce de Hambourg, même si, en vertu du droit allemand, le directeur général de la société pourrait toujours faire l'objet de poursuites pénales. Voir l'article 8 de la législation « Holzschutzgesetz, HolzSiG ».
- 4) Le négociant français Tropica-Bois est détenu à 50 % par les propriétaires de la plus grosse société forestière de RCA, SEFCA.
- 5) Source : Eurostat et statistiques du ministre des Forêts de la RCA, 2013. La Belgique, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Danemark, et le Portugal sont également des acheteurs. L'Asie représente 39 % du total des exportations, dont la plupart (32 %) sont destinées à la Chine.
- 6) <http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Evaluations/Evaluations-conjointes/Congo-forets-annexes-evaluation-conjointe.pdf>
- 7) Le groupe Vicwood détient quatre sociétés d'exploitation forestière en RCA : VICA, Thanry Centrafrique, Sofokad et Sinfocam.
- 8) Cela comprend des paiements estimés à 1 200 000 EUR pour franchir des barrages routiers et à 1 770 000 EUR pour bénéficier de services de « protection » en 2013.

La SEFCA a répondu aux allégations de Global Witness en faisant valoir que son bois était légal et qu'elle était elle-même victime, ayant perdu plusieurs véhicules lors des troubles. L'entreprise a affirmé que c'est uniquement pour des raisons de sécurité qu'elle avait accueilli dans ses locaux les forces du régime de la Séléka ainsi que des forces internationales de maintien de la paix. Vicwood a affirmé également que son bois est légal et qu'elle n'avait effectué des paiements qu'aux postes de contrôle officiels. Johann D. Voss et Tropica-Bois nient que le bois dont ils font le commerce, et qui est récolté par la SEFCA, est illégal.